



Trotsky : Lettre à la rédaction

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 3. — 27 Septembre 1929

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

La République en danger !

Lettre de Russie

Racovsky, Cassior et Okoudjava, approuvés par la grande majorité des déportés, condamnent les capitulards

Moscou, septembre 1929.

La capitulation de Radek, Préobrajensky et Smilga vient de provoquer une riposte décisive.

Les camarades Racovsky, Cassior et Okoudjava ont rédigé et fait circuler un appel à l'opposition. C'est un document assez étendu. Il débute par une analyse de la situation dans la période actuelle et est ensuite consacré, pour la plus grande part, à une dénonciation sévère et sans réserves des capitulards, Radek et Cie.

L'appel a été l'objet d'une discussion approfondie dans les cercles de déportés ; il a joué un rôle important dans la consolidation des forces d'opposition.

Malgré les difficultés que le régime stalinien met aux communications entre les oppositionnels déportés, on sait déjà qu'à la date du 20 août plus d'une cinquantaine des colonies qui forment maintenant les « sibériens » s'étaient ralliés à l'appel de Racovsky. Parmi les premières adhésions on cite celle de Mouralov.

Ceux de nos camarades qui se trouvent en ce moment à l'isolateur de Tchéliabinsk — ils sont plus d'une centaine — se sont déclarés. Sosnovsky en tête, unanimement solidaires avec les signataires de l'appel.

Par contre, un projet de déclaration de I.N. Smirnov qui reprend, en les atténuant, certaines parties de la honteuse lettre de Radek n'a été approuvé que par quatre colonies de déportés.

I.N. Smirnov était chancelant depuis quelque temps déjà. De tempérament doux et conciliant il s'efforce toujours de créer des groupes tampons dans l'espoir d'éviter toute cassure. Dans la situation présente ses efforts sont condamnés à demeurer vains. Ceux qui sont en rapports avec lui disent qu'il donne l'impression d'un homme égaré.

La réponse faite à l'appel de Racovsky montre que la répression, même aggravée comme elle le fut récemment, ne réussira pas à briser l'opposition. Les journaux doivent même reconnaître implicitement que, en dépit de quelques capitulations relentsantes, l'opposition se renforce. C'est ainsi qu'ils annonçaient il y a quelques jours l'exclusion, à Odessa, de 23 membres du Parti pour « trotskysme ».

Ne vous laissez pas impressionner par le bruit qu'on fait autour des capitulations. S'il y en a quelques-uns qui s'en vont, la plupart demeurent fidèles et ils reçoivent fréquemment le renfort de nouveaux venus.

— N. B.

C'est de la République autrichienne qu'il s'agit.

Les journaux socialistes de tous les pays jettent un cri d'alarme.

Pourtant, hier encore, ils montraient, pleins de fierté, le socialisme autrichien comme une création solide et durable.

C'était une des plus magnifiques « réalisations » de l'après-guerre, et ils l'opposaient aux destructions communistes.

Tout allait bien en Autriche. Le parti était fort. Il tenait fermement la mairie de Vienne, multipliant les œuvres d'assistance, les logements ouvriers.

Une brochure de propagande, éditée en toutes les langues et distribuée aux touristes, vantait ces conquêtes.

Le parti avait même un théoricien, Otto Bauer, dont les écrits étaient partout reproduits — preuve de l'indigence intellectuelle du socialisme d'après-guerre.

Tout d'un coup, on apprend que ce superbe et unique édifice est menacé par le fascisme.

Sur ce danger réel, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'étude instructive qu'en a faite notre correspondant de Vienne, et que nous avons publiée dans le précédent numéro de la Vérité.

On y trouvera un récit des derniers événements en même temps qu'une vue d'ensemble et des conclusions qui permettent de comprendre le sens et l'importance de la bataille engagée.

Les social-démocrates n'ont rien appris. L'anticommunisme les aveugle. Leur collaboration avec la bourgeoisie les rend incapables de tirer profit de ces luttes gigantesques d'après-guerre où le prolétariat et la bourgeoisie sont directement aux prises.

Ils n'ont pas encore su dégager le caractère fondamental de ces luttes : qu'une force ouvrière qui reste immobile, isolée, appelle sur elle la défaite finale.

Une heure vient où la bourgeoisie, d'abord effrayée, désarmée, se ressaisit, s'organise, prépare l'attaque.

En Autriche, une situation économique absurde créée par le Traité de Versailles la laissa longtemps sans perspectives.

Ce temps est passé. Bien que la stabilisation économique y soit encore précaire, elle peut maintenant et elle veut essayer de s'incorporer dans l'économie mondiale. Une condition préalable est nécessaire : c'est qu'elle se sente maître absolu à l'usine, capable d'imposer aux ouvriers un régime par elle seule fixé.

Elle s'est fait la main en province où c'était plus facile. Aujourd'hui, elle se sent assez forte pour s'attaquer à Vienne-la-Rouge.

Si les socialistes, prenant l'offensive, rassemblaient tous les ouvriers, faisaient ap-

pel à l'aide internationale, la victoire ouvrière serait encore possible.

Leur politique passée et présente le paralyse. Au lieu de se tourner vers les ouvriers, ils s'adressent aux gouvernements libéraux et « pacifistes ».

En France, ils font appel à Briand, « l'homme de la paix ». Ils racontent que la menace de l'heure c'est avant tout le rétablissement de la monarchie austro-hongroise, alors qu'il s'agit clairement d'une bataille de classes.

La bourgeoisie autrichienne ne s'intéresse que secondairement à la monarchie. Ce qu'elle veut, c'est écraser la classe ouvrière et s'assurer la toute-puissance.

Mgr Seipel s'est précisément retiré du gouvernement pour avoir les coudées franches et préparer le coup d'Etat.

Briand s'entendait parfaitement avec lui quand il était premier ministre de la République.

Il s'entendra parfaitement avec lui demain quand il sera dictateur.

Si le fascisme l'emporte en Autriche, les social-démocrates ne pourront pas tenter de se disculper en disant : « C'est la faute aux communistes ! » Car les communistes autrichiens ne les ont jamais beaucoup gênés et ils ont toujours parlé d'eux avec dédain.

Ils s'apercevront que le « socialisme dans une seule ville » est une sottise. Ce qui ne les empêchera pas de recommencer ailleurs, demain, et de s'acquiescer avec la bourgeoisie qui sait très bien, à la fois, se servir d'eux et les liquider quand ils deviennent gênants.

Seulement ce sont toujours les ouvriers qui paient.

A. ROSMER.

Lire en 4° page :

Lettre ouverte de Trotsky à la rédaction de la « Vérité »

en 5° page :

Où va le Parti communiste en Alsace ?

en 6° page :

Après les congrès confédéraux

en 7° page :

Discussions. — La « Vérité »

et le regroupement de l'opposition.

La semaine

La crise du blé et les paysans français.

La récolte du blé a été abondante. Son abondance même aggrave les difficultés des petits producteurs paysans à vendre leur blé à un prix suffisant. L'agitation est grande dans les différentes couches paysannes. Les petits producteurs se plaignent d'être contraints à vendre immédiatement leur blé à un prix défavorable par leur manque de crédit et par la concurrence de la grande production dont le rendement est supérieur et qui peut attendre son heure. Ils se plaignent de l'écart des prix des produits de la campagne et des engrais chimiques, des tracteurs que la ville leur fournit à des prix de monopole. La différenciation s'accroît à la campagne : la grande production croissante bénéficie d'un appareil technique plus grand (engrais, tracteurs) et par conséquent d'un rendement meilleur. D'autre part, une couche entière du patronat (notamment celui des industries de transformation) exerce une pression sur les prix des produits agricoles : plus ils les maintiennent à bas prix, moins ils paieront leurs salariés, dont le taux de salaires suit « le prix de la vie ».

Le conseil des ministres a dû se préoccuper de cette situation. Hennessy a fait un discours : il préconise la création de silos pour permettre le stockage des blés. Il prévoit des silos pouvant contenir dix millions de quintaux et les place sous l'égide d'organisations collectives. Mais dans le régime économique actuel, on sait entre les mains de quelles formations économiques fortes sont appelés à tomber de tels instruments de concentration et de rationalisation.

Dans le *Populaire*, Compère-Morel propose une commission, à composition très large. Pour résoudre le problème, il envisage un de ces comités sans pouvoir, de contenu hétéroclite, qui servent en réalité d'intermédiaires aux intérêts puissants et de position sociale aux représentants professionnels des intérêts d'autrui.

A l'occasion de cette crise des ciseaux naissante, la tâche des communistes consiste à déloger les grandes lignes de l'oppression du capitalisme financier et industriel sur les campagnes. Les communistes doivent montrer aux paysans petits producteurs comment leurs économies faibles et isolées rentrent dans la sphère d'une économie qui les exploite et lier à leurs yeux leurs intérêts à ceux du mouvement qui combat le régime capitaliste exploitateur.

Discours et réalités du fascisme.

Mussolini a prononcé un discours politique devant la grande assemblée du parti fasciste. On s'attendait généralement à ce qu'il annonce la dissolution du parti fasciste qui doublait, aux yeux des fascistes plus libéraux, inutilement l'Etat dans la nation au détriment de l'unité nationale.

Mussolini s'est élevé contre cette éventualité qui « ôterait au régime sa force spirituelle pour lui laisser seulement sa force matérielle », les principaux instruments de cette force spirituelle étant la matraque, la grenade à main et le poignard des sicaires.

Cependant, il a annoncé que les secrétaires fédéraux du parti seraient dorénavant nommés par décret royal. Cette mesure consacre la subordination absolue du parti à l'Etat. C'est par conséquent un pas vers la normalisation du régime dans la rigueur autoritaire de l'Etat fasciste.

La suite de son discours est une déclaration fasciste d'un lyrisme sans nouveauté. Il ne nous apprend rien sur l'état des facteurs profonds de la vie italienne. Cependant l'industrie poursuivait dans la concentration et la rationalisation un progrès relatif. La campagne du blé n'a pas relevé l'agriculture qui pourtant demeure de loin la source principale de richesses de l'économie nationale. Le cours anormal de la lire paralyse l'exportation de la soie et des automobiles, industries de premier plan, contribue au déficit menaçant de la balance commerciale et compromet les investissements de capital étranger. Les tentatives du fascisme pour créer artificiellement, au moyen de lourdes dettes

hypothécaires envers l'Amérique, une production et une économie dont la base rappelle celle des grands impérialismes voisins continuent à accumuler des germes de crise. Sans oublier les dépenses d'armée et d'Etat développées sans mesure.

Vers une reprise des négociations anglo-russes

Le Labour Party au pouvoir dut passer à la réalisation d'un important paragraphe de son programme : la reprise des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Les premières négociations conduites à Londres par l'ambassadeur soviétique à Paris furent rompues sur une question de procédure : Henderson exigeait une résolution des difficultés préalable à l'échange d'agents diplomatiques.

Entre temps, le travaillisme au pouvoir poursuivit une série de négociations d'essence plus ou moins travailliste, notamment avec le président Hoover et selon des procédures vraisemblablement moins protocolaires ; c'est que les ministres travaillistes de Grande-Bretagne ne tiennent pas le même langage aux représentants de l'impérialisme américain et aux représentants d'un Etat soviétique.

Le Pape et la Bourse.

Le *Financial Times* nous révèle les premiers résultats de l'accord de Latran. Le pape, qui a reçu aux termes des accords 750 millions de livres comptant et 1.000 millions de livres de lettres de rente, devient un client sérieux du marché financier.

Il a fait récemment des achats pour 95 millions de livres à la Bourse de Rome et à celle de Milan. Le successeur de saint Pierre a acheté principalement des obligations anglaises et américaines et également des titres de l'emprunt polonais garanti par le monopole du tabac. Parmi les valeurs industrielles italiennes mises dans le portefeuille papal, on signale des valeurs de l'industrie électrique Dalmine, Edison, et Elektro-Chimica Caslaro. Cette dernière valeur, de par son patronyme, était, en effet, particulièrement indiquée.

A travers journaux et revues

La succession de Poincaré.

Briand est un président du Conseil de transition. Il prépare la cuisine pour de plus vigoureux que lui. Prépare-t-il une concentration « à gauche » ou « à droite » ? Le *Temps*, qui appartient au Comité des Bourses, fait campagne pour un ministère Tardieu :

Une voix éloquente et persuasive vient de s'élever, au nom du gouvernement, avec une autorité qui domine de haut la mêlée des intérêts et des passions, pour exposer devant le pays tout entier les grandes lignes d'un beau programme d'union nationale et de concorde républicaine.

C'est le moment de comprendre et de faire comprendre aux candidats comme aux électeurs ces fortes et fortifiantes paroles qui ont réveillé la nation par une fraîcheur d'intonation et par une nouveauté d'accent qui sont un encouragement précieux pour les énergies jeunes ou rajeunies.

Les socialistes du *Populaire* se contentent de railler des raisins trop verts, car il semble qu'on puisse envisager une concentration, même à gauche, sans eux :

« Le gouvernement de concentration, écrit Uhry, le 22, est, quoi qu'on dise, un de ces moyens pour vider la République de son sens véritable. »

Le sens véritable de la République capitaliste c'est, en effet, le socialisme de la II^e Internationale.

Désarmement travailliste.

L'humanité bafouille lamentablement au sujet des conférences impérialistes pour le désarmement ou la « liquidation de la guerre » (la précédente) : elle n'y voit par ordre que la préparation d'une guerre contre l'U. R. S. S. Elle pourrait apprendre, même de la presse

bourgeoise. *L'Europe Nouvelle* (21 sept.) donne un intéressant et juste aperçu de l'orientation du gouvernement travailliste en ces matières. Citons :

Imaginer un accord politique très large entre l'Empire britannique et les Etats-Unis, excluant autant qu'il est humainement possible, tout risque de conflit entre les deux contractants : du même coup, le problème des armements navals est éliminé, aucune autre puissance, aucun groupe de puissances n'étant capable d'entrer en compétition navale avec les flottes américaine et britannique réunies. Tel est le vaste dessein de MM. Mac Donald et Hoover... En d'autres termes, le gouvernement travailliste se rallie à la « doctrine américaine de la paix »... Cette doctrine a pour objet de faire régner dans le monde la paix anglo-saxonne par l'union étroite de l'Empire britannique et des Etats-Unis, qui rendrait disponibles les flottes des deux pays pour assurer, dans le reste de l'univers, la police générale des mers et des sanctions irrésistibles contre toute tentative d'agression.

Alors, il est clair que l'Angleterre cherche, en abandonnant l'Europe, à partager l'empire du monde avec les Etats-Unis ! Mais les Etats-Unis le permettent-ils ? Sans compter que le dispositif envisagé peut certainement servir dans une action contre l'U. R. S. S. Mais cette action n'est pas l'axe de la politique internationale de l'impérialisme anglo-saxon.

Trotsky avait raison.

En 1925, Trotsky a développé devant toute l'I. C. une opinion qui se confirme aujourd'hui : l'hégémonie financière de l'Amérique sur l'Europe se réalisera par l'intermédiaire de l'Angleterre. Au lieu de s'orienter sur cette perspective, les brouillons dirigeants de l'I. C. ont préféré se lier avec Purcell et Tehang-Kai-Chek. Voici une preuve de la justesse du point de vue de Trotsky publiée dans le *New Leader*, sous la signature de l'économiste L. C. Money (reproduit dans l'*Information* du 20) :

Pendant deux générations, la Grande-Bretagne versera aux Etats-Unis, non son propre tribut, mais ce qu'elle aura recueilli de l'Europe, tant des grandes que des petites nations. Voici le bilan : la Grande-Bretagne s'est engagée à verser annuellement aux Etats-Unis 38.300.000 livres sterling. La Grande-Bretagne a conclu des accords en vertu desquels les pays européens s'engagent à lui verser annuellement :

France	Liv. 14.000.000
Italie	4.500.000
Roumanie	700.000
Yougoslavie	600.000
Portugal	400.000
Grèce	400.000
Allemagne	18.000.000
Total	38.600.000

Le chancelier de l'Echiquier a essayé de faire croire que la Grande-Bretagne, au lieu de recueillir de l'argent, était devenue la vache à lait du continent. Il a fait apparaître la situation comme si l'Angleterre avait accepté de verser de l'argent à la France, à l'Italie et au reste de l'Europe, alors que ces pays nous versent de l'argent.

L'impasse.

Les ministres travaillistes cherchent toujours la panacée aux maux économiques dont souffre l'Angleterre. Thomas, le leader des cheminots, revient du Canada avec quelques propositions, misérables palliatifs qui ne retarderont que de peu la crise décisive. Les voici, d'après l'*Information* du 20 :

... Le Canada demanderait à la Grande-Bretagne, tout le charbon que lui fourniraient jusqu'à présent les Etats-Unis, moyennant quoi la Grande-Bretagne s'engagerait à acheter une grande partie des excédents de blé canadien et à construire les éleveurs électriques et les navires nécessaires à leur emmagasinement et à leur transport... D'autre part les plans seraient prêts en vue du développement des services de chemin de fer, extension de la desserte des ports et électrification de certaines lignes.

Vincent St. John

Nous reproduisons ci-dessous les principaux passages d'un article que le Militant consacre à St. John.

La mort de Vincent St. John à San-Francisco marque la disparition d'une autre des grandes figures du mouvement révolutionnaire américain dont les actes aidèrent à établir sa tradition et dont les noms ne seront pas oubliés. « Le Saint », ainsi qu'il était appelé par ceux qui le connaissaient et l'aimaient, est mort à l'âge de 56 ans, après une longue maladie. Il sera sincèrement pleuré par les milliers d'hommes sur la vie desquels son influence s'exerça, particulièrement par ceux qui appartirent à la vieille garde des I.W.W., en son âge héroïque, quand elle incarnait leur audace et était leur guide éclairvoyant.

Comme Haywood et Frank Little, Vincent St. John passa par la rude école de la Fédération des Mineurs de l'Ouest, cette organisation ouvrière modèle, dont les luttes gigantesques projetèrent leur ombre sur le monde dans les dernières années du dix-neuvième siècle et les premières années du vingtième. Il rejoignit la Fédération en 1894 et devint rapidement un de ses militants les plus en vue. Son activité entreprenante comme organisateur devint légendaire dans le mouvement et l'est encore aujourd'hui. Jusqu'en 1907, il fit partie de la commission exécutive et, dans cette position stratégique, devint le leader de l'aile gauche dans la lutte entre les éléments conservateurs et l'unionisme révolutionnaire qui se déroula autour de la question de l'affiliation aux I.W.W., dans la création desquels, en 1905, la Fédération avait joué un rôle prépondérant.

Au second congrès des I.W.W., en 1906, St. John se trouva à la tête du groupe syndicaliste révolutionnaire qui fit bloc avec les représentants du Socialist Labor Party pour éliminer un réformiste, Sherman, de la présidence, et diriger l'organisation dans la voie révolutionnaire. Dans le nouveau bureau, il fut chargé du travail d'organisation ; il rompit ses attaches avec la Fédération des Mineurs lorsque celle-ci décida de quitter les I.W.W., auxquels, dès lors, il se consacra tout entier.

Il présidait le congrès de 1908, qui vit la rupture avec le Socialist Labor Party et l'élimination des statuts de la très controversée « clause politique ». St. John fut le leader des forces prolétariennes d'action directe qui battirent l'aile « politique » de De Leon. Plus tard, il devint secrétaire général des I.W.W. et le resta jusqu'en 1914. Il fit plus que quiconque pour définir leur position et leur tactique et prépara le terrain pour leur développement ultérieur sous l'active direction de Haywood.

Il se retira du mouvement en quittant le secrétariat général et entra alors dans une entreprise minière, sans doute dans l'espoir illusoire de faire fortune et de pouvoir ainsi aider financièrement l'organisation ouvrière. Malgré sa retraite, le gouvernement, redoutant ses capacités de militant ouvrier et craignant de le voir reprendre la place rendue libre par l'emprisonnement de Haywood, le fit arrêter et condamner avec le groupe des I.W.W. de Chicago. Il passa deux ans et demi dans les geôles de Leavenworth.

De son socialisme révolutionnaire du début, St. John, en révolte contre le réformisme parlementaire du Parti socialiste et contre les conceptions seclaires et ultra-légales du Socialist Labor Party, passa au syndicalisme révolutionnaire, ainsi que le firent la plupart des bons lutteurs prolétariens de cette époque. Sous beaucoup de rapports, c'était un pas en avant sur le socialisme parlementaire, mais l'erreur théorique de la position syndicaliste ou « industrialist » tenait en réserve les désastres de l'avenir. La philosophie des I.W.W., que St. John contribua pour une si grande part à élaborer, était trop simple pour une situation aussi complexe que celle créée par l'entrée des Etats-Unis dans la guerre mondiale. L'esprit des I.W.W. succomba dans la guerre et un des signes, non des moindres, de cette tragédie fut la perte de la foi chez la plupart des hommes de la vieille garde qui avait fait leur histoire et leur gloire. St. John se trouva parmi eux. La

A travers les seize accusés de Gastonia c'est le mouvement ouvrier américain qui est visé

New-York, 15 septembre 1929.

A mesure que se poursuit, à Charlotte, capitale de la Caroline du Nord, le procès des seize ouvriers textiles de Gastonia, certains traits se manifestent qui, bien que différant de beaucoup de ceux qui caractérisèrent le procès de Sacco et Vanzetti, ne changent en rien le fait primordial qu'il s'agit d'un complot monté contre des ouvriers, à cause de leur activité dans le mouvement ouvrier.

Ces traits, délibérément accentués par le procureur et le juge, sont calculés pour créer une atmosphère artificielle d'« équité » par une attention scrupuleuse accordée aux formalités secondaires, par d'insignifiantes « concessions » aux avocats de la défense et par une habile tactique d'ensemble des agents juridiques des barons du textile du Sud. Pourquoi ? Dans le but de désarmer le mouvement de protestation ouvrier, en créant l'impression que les accusés sont assurés d'un juste traitement par les chevaleresques gentlemen en robe noire. Le plus grand danger pour les accusés réside précisément dans ces illusions.

Le rôle assumé présentement par le juge Barnhill, à Charlotte, a été déjà joué, et plus d'une fois. Il a été joué à la perfection dans le procès intenté à cent I.W.W., à Chicago, durant la guerre, par le juge Landis, qui réussit ainsi très nettement à désarmer les journaux révolutionnaires. Les féroces condamnations prononcées — et qui avaient été préparées à l'abri de ce décor — furent un rude coup pour ceux qui s'étaient imaginés que de bonnes paroles et de fausses apparences pouvaient éliminer la lutte de classes et la fonction de classe des tribunaux capitalistes.

C'est à la lumière de cette expérience, et d'autres identiques, que les ouvriers doivent entendre les paroles de Norman Thomas, le nouvel évangéliste du Parti socialiste, lorsqu'il s'écrie, plein d'enthousiasme : « Chapeau bas devant le juge Barnhill, pour la remarquable équité qu'il témoigne à l'égard des accusés de Gastonia. Au moins la honte d'un Webster Thayer sera épargnée à la Caroline du Nord. »

C'est à la quintessence de la sagesse socialiste et libérale, qui limite son objection au système des complots contre les travailleurs à

mort spirituelle est la vraie mort pour un révolutionnaire.

Pour le grand dommage de la cause des travailleurs, St. John et avec lui la grande majorité des dirigeants des I.W.W. échouèrent à concevoir et à réaliser les ajustements théoriques et tactiques nécessités par l'expérience de la guerre et de la Révolution russe. Leurs conceptions un peu étroites restèrent inchangées. Le communisme, en particulier son incarnation américaine, les impressionna défavorablement et ils furent incapables d'entrer dans le courant du nouveau mouvement.

Le communisme américain aurait dû se développer comme d'une manière toute naturelle sur le terrain du mouvement d'avant-guerre représenté en partie par les I.W.W. Les premières années du Parti furent affaiblies et gênées par cet échec et le mouvement des I.W.W., isolé du communisme, perdit sa vigueur ancienne et entra dans une période inévitable de dégénérescence et de déclin.

Mais en dépit de la tragédie d'après-guerre, l'œuvre antérieure des militants des I.W.W. — et St. John au premier rang d'eux — conserve toute sa valeur. Ils inscrivirent une bonne part de la tradition du mouvement révolutionnaire d'Amérique en lettres de feu qui ne seront jamais effacées. Le mouvement présent du communisme, qui est l'héritier de leurs réalisations, doit apprécier hautement cette tradition et honorer la mémoire de ceux qui la créèrent. Le souvenir de Vincent St. John sera toujours un bien précieux pour les ouvriers révolutionnaires d'Amérique dans leur âpre lutte pour la libération de tous les travailleurs.

la manière grossière des Thayer. En fait, ce sont les doux et aimables Barnhill et Landis qui sont les meilleurs instruments de ce système, précisément à cause de leur technique supérieure. Il faut être bien borné — ou être un libéral socialisant — pour ne pas le voir.

Dans l'affaire de Gastonia, les représentants du pouvoir s'efforcent de faire consacrer la responsabilité des leaders pour tous les actes de violence qui peuvent se produire au cours d'une grève. La volonté de poser un tel principe et la résistance que les ouvriers lui ont opposée marquent l'histoire des grands procès ouvriers d'Amérique depuis l'époque des martyrs de Chicago (1886). C'est en cela que réside le fond même du « complot » de Gastonia, comme ce fut le cas dans beaucoup d'affaires semblables. Ce qu'on cherche, dans le procès présent, c'est à faire endosser à Beal et aux autres leaders de la grève la responsabilité des coups de feu qui ont été tirés, bien qu'il soit établi qu'aucun d'eux ne se trouvait alors au camp, d'où ils partirent.

Si les autorités réussissaient à créer un tel précédent, tout militant ouvrier deviendrait une proie facile pour les autorités, qui pourraient l'inculper à leur gré, à propos d'événements auxquels il n'aurait pris aucune part. Avec un pareil précédent, une « explosion de bombe à Wall Street », par accident, ou du fait d'un provocateur, pourrait servir de base à des arrestations en masse et à un procès monstrueux.

C'est en cela que réside la caractéristique essentielle du complot de Gastonia et que celui-ci revêt un intérêt exceptionnel pour le mouvement ouvrier tout entier, outre l'affirmation de solidarité totale qui convient d'apporter aux ouvriers poursuivis.

Précisément pour cette raison, ajoutée à beaucoup d'autres, nous répétons qu'il est nécessaire d'insister sur ce mot d'ordre : « Dénoncez le complot de Gastonia et dressez tous les ouvriers contre lui ! » qui doit être le cri de ralliement du combat pour la défense.

Les travailleurs doivent être sur leurs gardes. Pas d'illusions ! Nos morts et nos prisonniers innombrables nous ont appris que la véritable défense des ouvriers est dans un ardent mouvement de protestation.

L'organisation de ce mouvement sur la base la plus large reste notre tâche centrale. La formation d'un front unique — en fait — contre le complot de Gastonia, est le devoir de l'heure.

Tous ceux qui veulent, à propos de Gastonia, une victoire de la classe ouvrière, doivent y travailler et y travailleront de toutes leurs forces.

M. N. ROY EXCLU DE L'INTERNATIONALE

M. N. Roy représentait le mouvement hindou au C.E. de l'I.C. Il participa à la rédaction des thèses sur les mouvements coloniaux au 2e Congrès de l'I.C. Lénine disparu, Roy glissa rapidement vers une position nationaliste-petite bourgeoise, imitée du Kuomintang. Sa brochure : *Le mouvement national aux Indes*, publiée par le Parti français, resta un scandale.

Roy vient d'être exclu de l'I.C. au Xe Exécutif élargi. Déjà depuis quelque temps il écrivait dans le journal de la droite allemande, et cette collaboration a servi de prétexte à son exclusion. *Gegen den Strom*, organe de la droite allemande, pleure sur l'exclusion de son collaborateur, « membre du Comité Exécutif de l'I.C. depuis le début ». A ce sujet on peut remarquer comment se constitue la droite internationale, dont les sections prétendent cependant se maintenir dans des cadres nationaux : Brandier accueillit Roy dans son journal, il va discourir à Prague, aux côtés de Jilek, puis à Strasbourg dans le nouveau parti de Hueber, il soutient Boukharine et joue Souvarine.

Lettre ouverte à la rédaction

Chers Camarades,

Vous entreprenez la publication d'un hebdomadaire sur la base de l'opposition communiste de gauche. Je suis de tout cœur avec vous. C'est précisément ce dont nous avons besoin.

En France l'influence de l'opposition est trop faible. C'est qu'en France les groupements de l'opposition sont trop nombreux. Quelques-uns se sont figés. Ils publient de temps à autre un numéro de journal qui contient les documents de l'opposition internationale ou des articles occasionnels sur des questions isolées de la vie française. Le lecteur oublie le contenu du numéro précédent avant de recevoir le suivant. Il faut en finir avec une pareille situation. Il faut donner aux masses l'appréciation marxiste juste et systématique des événements sociaux. La politique exige la continuité de la pensée, de la parole et de l'action. C'est pourquoi la politique exige un quotidien.

L'opposition n'a pas encore les moyens de mettre sur pied un quotidien. Vous êtes contraints de commencer par un hebdomadaire. C'est déjà un pas en avant. A condition naturellement que l'entreprise ne s'en tienne pas là, mais qu'elle mette le cap sur un quotidien.

Les idées que vous représentez — les idées du marxisme enrichi par la pratique révolutionnaire du parti de Lénine et de toute l'expérience révolutionnaire internationale de l'après-guerre — se fraieront leur route. On ne peut en douter. Il faut seulement que ces idées soient reliées étroitement aux faits de la vie, qu'elles s'accrochent aux événements réels, qu'elles soient fécondées par l'expérience vivante des masses. Tel est l'objet de votre hebdomadaire, et c'est ainsi qu'il deviendra l'instrument utile et irremplaçable de l'élaboration d'une plate-forme justement fondée dans la doctrine et dans la vie. Il n'y a pas d'erreur plus grande que de s'imaginer qu'on peut fabriquer une plate-forme en chambre et la proclamer comme les prémisses tout à fait arrêtées de l'action politique.

Non, la plate-forme de combat ne peut que retracer et généraliser l'expérience politique déjà accomplie et créer ainsi les prémisses plus larges et plus fécondes de l'avenir.

Marx a dit une fois qu'un pas réel du mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes. Marx pensait aux programmes élaborés en dehors des réalités de la lutte pour la satisfaction de leurs créateurs.

Ses paroles s'appliquent on ne peut mieux à la situation actuelle de l'opposition communiste française. En quoi consiste sa faiblesse ? En ce qu'elle n'a pas mené jusqu'à ce jour de lutte politique, ou qu'elle n'en a mené qu'épisodiquement. Cela conduit inévitablement à la formation et au maintien de groupes clos et conservatifs destinés sur ce terrain à échouer, comme on le sait, à l'épreuve des événements.

La survivance de cet état de choses menacerait de compromettre gravement l'opposition française et de lui barrer pour longtemps la route de l'avenir. La concentration de toutes les forces de l'opposition de gauche pour l'action est indispensable. Votre *Vérité* doit devenir l'organe de cette concentration.

Il n'y a plus un instant à perdre. On en a déjà suffisamment perdu.

Les fautes du communisme officiel n'ont pas un caractère occasionnel. Elles tiennent à la nature même de la fraction dirigeante. Le centrisme est un courant intermédiaire entre le réformisme et le communisme. Il n'a, il ne peut avoir de ligne propre. Il la cherche toujours sous les coups de droite et de gauche. Il oscille, il fait des zigzags, il fait des crochets, il se jette d'une extrémité à l'autre. Il faut ajouter que le centrisme actuel est foncièrement bureaucraté et pleinement soumis au comman-

dement du sommet de la fraction stalinienne. Cela donne à chacun des zigzags de la direction un élan international, indépendamment des conditions effectives du mouvement ouvrier dans chaque pays. Il en résulte un affaiblissement progressif des positions du communisme mondial. Les Sémard, les Monmousseau sont les représentants achevés du type du bureaucrate centriste en France.

Les derniers zigzags aventuriers à gauche qui avaient pour but immédiat de dissimuler l'écrasement de l'opposition communiste aux yeux des masses ouvrières se sont traduits par une série d'aventures et ont démontré, de Canton à Berlin, l'héroïsme de l'avant-garde ouvrière et la faillite politique de sa direction.

Comme résultat de ces convulsions, qui ont porté naturellement leurs fruits : des défaites, il faut s'attendre à un nouvel affaiblissement du centrisme et au renforcement des deux ailes. C'est maintenant que s'ouvre le moment favorable au recrutement des ouvriers révolutionnaires sous le drapeau de Marx et de Lénine.

En rejetant l'esprit de cénacle avec ses intérêts et ses ambitions mesquins, la *Vérité* doit rallier autour d'elle tous les éléments vivaces et véritablement révolutionnaires de l'opposition communiste. C'est aussi nécessaire à l'avant-garde des ouvriers que le pain quotidien.

Les rapports de la presse ouvrière avec ses lecteurs fournissent la vérification la plus nette de sa ligne politique. Les réformistes mentent consciemment au lecteur dans l'intérêt de la conservation du régime bourgeois. Les centristes couvrent par leurs mensonges leurs hésitations, leur manque d'assurance, leurs capitulations et leurs aventures. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes, c'est pourquoi ils manquent de confiance en leurs lecteurs. Ils croient qu'on ne peut entraîner les ouvriers que les yeux bandés et tirés par la main. C'est cet esprit qui pénètre maintenant la presse de l'Internationale communiste. Elle n'a pas confiance dans les ouvriers. Elle les tient en tutelle comme de petits enfants. Elle leur raconte des histoires fantastiques. Quand ils posent des questions gênantes elle les menace du doigt. C'est pour cela que l'apathie s'installe dans les rangs du Parti et que le vide s'élargit autour de lui.

La masse ouvrière n'est pas composée de nourrissons. Elle est faite d'hommes ayant une âpre expérience. Elle ne tolère pas de gouvernante bureaucratique dont la sévérité égale généralement la sottise. L'ouvrier ne demande pas d'ordres, mais de l'aide pour son orientation politique. Pour cela il faut lui dire avant tout ce qui est. Ne pas déformer, ni choisir tendancieusement, ne pas maquiller, ne pas sucrer, mais dire honnêtement ce qui est.

La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle la *Vérité*. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité sur leur situation c'est leur ouvrir la voix de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale communiste.

C'est là la tâche de votre hebdomadaire. Toutes les formes et les manifestations du mouvement ouvrier doivent être loyalement

éclairées. Le lecteur attentif devra se persuader que pour connaître la vérité sur les mouvements du prolétariat en France et dans le monde il doit la rechercher dans la *Vérité*.

Et il acceptera ainsi votre point de vue parce qu'il se présentera à lui dans la lumière des faits et des chiffres. Seul ce courant, qui cherche honnêtement avec les ouvriers et à leur tête la juste orientation, gagnera à lui des partisans conscients et dévoués qui ne connaîtront ni désenchantement ni découragement.

Chers amis, je suis avec vous de tout cœur. J'accepte avec joie votre proposition de collaboration. Je ferai tout pour que cette collaboration soit systématique et permanente. Je m'efforcerai de donner des articles pour chaque numéro : sur la situation en Russie, sur les événements de la vie mondiale, sur les questions du mouvement ouvrier international.

Je souhaite chaleureusement votre succès.

L. Trotsky.

Nouvelles de Chine

D'une lettre de Changhaï en date du début d'août, nous extrayons les passages suivants :

Les nouveaux chefs militaristes luttent l'un contre l'autre sans répit. Le conflit entre Nankin et la clique du Kwang-Si d'une part et Tchang-Kai-Chek d'autre part suffit à prouver que l'unification de la Chine n'existe que dans les discours des leaders du Kuomintang.

Chacun sait ici que les querelles intestines entre les militaristes ne font que refléter l'âpre lutte que se livrent les impérialismes rivaux. Tchang-Kai-Chek a été supporté, politiquement et financièrement, par les Etats-Unis tandis que les chefs du Kwang-Si recevaient l'appui de l'Angleterre.

... La masse est avec nous. Elle sait discerner ce qui est la vérité et ce qui est le stalinisme.

Aussi nous sommes résolus à ne pas nous borner au travail dans le parti mais à pénétrer dans des couches ouvrières plus larges. Dans ce but, nous publions un journal qui leur est particulièrement destiné. Les difficultés que nous avons à vaincre sont nombreuses...

« Le Prolétaire », organe de l'opposition chinoise.

Une information du *Militant* nous apprend que nos camarades chinois publient à Changhaï un journal, le *Prolétaire*, qui en est maintenant à son cinquième numéro.

Ces numéros ont une moyenne de 48 pages, petit format.

L'opposition chinoise est une des plus récentes en date de celles qui se sont formées dans les rangs de l'Internationale communiste. Elle a contre elle deux ennemis également acharnés : la direction du Parti communiste chinois (aujourd'hui bien affaibli) et les chefs bonapartistes du Kuomintang.

LE SENS DU CONFLIT SINO-RUSSE

« La seule voie de la Chine, c'est l'union de toutes les nations pour la résistance à l'impérialisme rouge : autrement, la Chine serait perdue, prise dans l'état du communisme. »

WANG,
Ministre des Affaires étrangères de Chine.

Où va le Parti communiste alsacien-lorrain ?

On sait déjà qu'une lutte s'est engagée après les élections municipales entre la direction du Parti communiste et sa région d'Alsace-Lorraine. Cette lutte est le résultat de la politique de zigzags suivie par le parti en Alsace-Lorraine, tantôt démagogique, tantôt sectaire et bureaucratique. Le point central de la discussion est celui du front unique avec les partis autonomistes. Jusqu'à présent le P.C. a fait le front unique avec les autonomistes contre les candidats du gouvernement, lors des élections, et il a soutenu les revendications proprement autonomistes des fonctionnaires et autres catégories de la petite bourgeoisie.

Depuis le célèbre congrès ouvrier et paysan de 1925 où le parti s'affirma décidé à lutter contre l'impérialisme français, pour un plébiscite, et la libre disposition du peuple alsacien à disposer de lui-même, le parti n'a cessé de soutenir l'autonomisme petit-bourgeois et clérical, que l'on supposait à tort en lutte pour son autonomie véritable.

Aujourd'hui les conseils municipaux et d'autres conquêtes ont passablement diminué l'ardeur de ces régionalistes. Ils entrevoient pour eux la possibilité de réaliser, dans les cadres de la République, quelques-uns de leurs objectifs.

Aussitôt, le parti, qui les avait soutenus inconditionnellement, en tant qu'opprimés par l'impérialisme français, se retourna contre eux, les dénonça comme des agents de l'impérialisme, des faibles, des vendus.

On vit ce qu'il en coûte d'orienter un parti prolétarien, en Alsace, sur une politique nationaliste ; ce parti finit par prendre les revendications nationales de la petite bourgeoisie pour les siennes propres : bilinguisme, traitements, impôts, concordat. Aujourd'hui, on veut aiguiller la région alsacienne de ce parti dans une autre voie par simple décret : il regimbe. Il montre alors sa vraie figure. Il est un véritable parti autonomiste alsacien-lorrain d'extrême gauche.

La direction du parti a usé quelques hommes, comme Chasseigne, Béron et Doriot, contre le mur à peu près unanime de la région d'Alsace-Lorraine, et particulièrement du sous-rayon de Strasbourg dont Hueber est maire, ne l'oublions pas. Il y a 3 mois, les lecteurs de *l'Humanité* ont été avertis de cette lutte par quelques articles équivoques. Mais aujourd'hui, que la scission est pratiquement accomplie, *l'Humanité* se tait.

Le groupe Hueber publie maintenant à Strasbourg un quotidien : *Die Neue Welt* (le Monde Nouveau), intitulé organe du Parti communiste d'Alsace. Il compte 1.500 à 2.000 membres, un député, le maire de Strasbourg, quelques conseillers municipaux et fonctionnaires syndicaux, et possède la sympathie incontestable des travailleurs alsaciens, voire des petits bourgeois.

Mais quelle politique ce journal et son groupe vont-ils mener ? Dans une lettre ouverte adressée à Marcel Fourrier, ils ont indiqué que la connaissance des événements passés, des erreurs et des documents cachés par l'Internationale communiste leur manquait encore. Est-ce un prétexte ? Le camarade Mourer a commencé une série d'articles intitulés : *L'Opposition internationale et nous*. Ces articles ne nous éclairent pas beaucoup, car on se borne à y résumer, très inexactement, d'ailleurs, les points de vue qui se sont opposés dans l'I.C. depuis sa fondation, sans les critiquer ni les apprécier.

Quelle est la position de ces camarades ? On ne peut le dire ; mais on peut s'en douter. En ce qui concerne l'Alsace, leur journal est entièrement tourné vers la défense de la mairie de Strasbourg, et le soutien des

éléments non cléricaux de l'autonomisme. Sur la situation en Europe, en U.R.S.S. et dans le monde entier le journal se contente de reproduire des articles de différentes autres feuilles. Cependant, dans un récent article, Mourer a résumé la position du groupe vis-à-vis de l'opposition française et allemande. Voici quelques points : « Agir énergiquement pour obtenir une liaison organique des différents groupes, en négligeant provisoirement les divergences d'opinion au sujet des problèmes purement russes et des problèmes nationaux et internationaux ; en d'autres termes, rassemblement de toutes les forces qui se réclament du communisme et du léninisme... »

» Etablir des relations avec les groupes d'opposition des divers pays, surtout avec les Allemands, ceux-ci étant pour nous les plus proches et les plus utiles.

» Préparer un Congrès international dont la tâche principale sera, à côté de l'étude d'un programme de propagande et d'action, l'établissement de directives générales... »

Quant aux mots d'ordre qui serviraient à diriger l'activité de l'opposition, ce seraient être : « Contre la scission, pour l'unité léniniste du parti et de l'Internationale. »

Cela est bien insuffisant, même si l'on estime que le Parti communiste alsacien est mal informé depuis longtemps. On ne peut pas lier les différents groupes d'opposition en dehors d'une appréciation de la situation internationale et nationale qui soit commune. Nos camarades voudraient qu'on obtienne l'unité en cachant les divergences. Il y a donc des divergences ; il faudrait alors savoir lesquelles.

Tout en se refusant à juger les différentes tendances d'opposition en U.R.S.S., Mourer indique que l'opposition allemande est très parente de la leur. Mais il s'agit là de l'opposition de Brandler, lequel est venu récemment parler à Strasbourg. Et l'on sait que la tendance de Brandler a violemment attaqué l'opposition internationale de gauche, et particulièrement Trotsky. Voilà donc un peu plus de clarté que ne voudraient en faire les camarades alsaciens. Ils se tournent déjà vers la droite. Brandler a fait à Strasbourg un discours significatif. Cependant, cette situation ne peut durer. Les camarades alsaciens savent que l'opposition n'est pas née d'hier. Ils ont lu ses journaux et ses publications, ils peuvent donc déjà se prononcer d'une manière explicite à son sujet.

Il n'y a pas là qu'une question de lutte de tendance. Il y a de toute l'orientation future du communisme en Alsace. Maintenant que les camarades alsaciens sont libérés des liens bureaucratiques avec la direction du parti et de l'I. C., qu'ils disposent d'une influence réelle dans le prolétariat et la petite bourgeoisie, et de ressources matérielles sérieuses, comment vont-ils orienter leur lutte ? Vont-ils conserver le cap sur l'autonomisme, faire du centre de leur action la défense de la mairie de Strasbourg ?

Ou bien vont-ils se livrer à une étude sérieuse de la situation, se lier plus profondément aux masses ouvrières et engager la lutte sur un véritable terrain de classe ? Le dilemme reste ouvert.

Le problème est d'importance. Somme toute, dans la décomposition de l'I. C. et du parti français, il faut saisir l'occasion pour trouver les éléments constitutifs d'une véritable opposition. Si cette opposition veut réaliser sa tâche, qui est de reprendre la tradition marxiste révolutionnaire du communisme, elle doit poser clairement les problèmes, et non les voiler, comme le font jusqu'à présent nos camarades d'Alsace. — P. N.

Dans le Parti

Toujours le mystère

Le Parti, aujourd'hui, c'est *l'Humanité* et rien d'autre. Le tout est de savoir jusqu'où *l'Humanité* voudra se laisser confondre avec le Parti. Tous les rapports des précédents congrès nous ont appris que *l'Humanité* vivait de ses propres forces. Maintenant, il paraît qu'il faut rembourser de fortes sommes à la B.O.P. Mais ces fortes sommes, où allaient-elles ? La clique qui dirige le Parti fait donc tous ses efforts pour avoir une mainmise complète sur *l'Humanité*. D'où sa lutte avec une rédaction veule et sceptique qui réagit à sa manière contre la politique de brutalité, d'ignorance et de corruption pratiquée par la direction du Parti. On a liquidé une partie de cette rédaction : Altman, Guillard, Digne, Leclague, Delhay, Passelac. Ce ne sont là que des comparses peu dignes d'intérêt ; la plupart d'entre eux, sceptiques de belle espèce, pouvaient servir à mesurer la valeur du journal qui les employait. Plusieurs de leurs camarades se sont solidarisés avec eux pour réclamer le passage devant la commission de contrôle de deux autres rédacteurs de *l'Humanité*, accusés d'appartenir à la police et cause de toute cette affaire.

Tout cela révèle une atmosphère empoisonnée de pourriture que les travailleurs balayeront enfin en imposant la démocratie dans le Parti. On nous dit que le nombre de cartes du Parti placées pour 1929 est inférieur à 10.000 ! Est-ce vrai ? Le dernier carré des membres du Parti et tous les communistes de l'opposition veulent savoir. Ils doivent savoir. Il faut que le prolétariat sache ce que font et ce que sont ceux qui prétendent le diriger sans tenir compte de ses avis.

Que se passe-t-il à *l'Humanité* ? Où en est le Parti ? Pourquoi, non seulement la police de Chiappe, mais encore le *Populaire* et *l'Ami du Peuple* sont-ils si bien renseignés ? Assez de bluff ! Des faits ! Pourquoi ne renseigne-t-on pas le prolétariat sur les conclusions de la Commission de contrôle, sur les changements dans l'administration de la B.O.P. ? L'argument du secret d'Etat ne vaut rien. Contre l'atmosphère trouble qui règne dans le Parti et qui permet à tous ses chefs les combinaisons les plus funestes au prolétariat, il n'y a qu'une arme qui peut valoir : c'est la libre critique des prolétaires. Forger un Parti communiste signifie aujourd'hui porter la lumière et, s'il le faut, le fer rouge dans toutes les plaies que la bureaucratie entretient à plaisir dans les organisations de classe du prolétariat. Camarades, ne baissez pas la tête dans le Parti devant les grandes gueules et les fonctionnaires du centre ; réclamez des explications précises, des faits, et la publicité des événements.

LA SECTION BELGE DE L'I. C. F... LE CAMP

Un camarade belge nous écrit :

... Et les dépêches qui ont paru dans les journaux bourgeois sur le Parti communiste belge ! Et dire que c'est presque cela. Le Drapeau Rouge va disparaître le 1^{er} octobre et la petite clique est en pleine décomposition. Jacquemotte, qui s'est déclaré, sans discussion, d'accord avec la bordée de critiques de Moscou (opportuniste, manque d'activité, incapacité politique absolue, etc.) a tout le clan « dirigeant » sur le dos...

LA VERITE

ADMINISTRATION et REDACTION :

45, boulevard de la Villette — Paris (X^e)

paraît tous les vendredis

Après les Congrès confédéraux

Provocation majoritaire à la C. G. T. U.

Le Congrès de la C.G.T.U. peut se caractériser d'un mot : provocation.

La provocation des dirigeants confédéraux a été constante. Elle avait commencé avant le congrès. Elle s'est manifestée et étalée à chaque instant au congrès.

Après avoir proclamé, il n'y a pas si longtemps, leur volonté de réaliser l'unité à tout prix, même par la liquidation de la C.G.T.U., ils en sont maintenant à ne plus oser même parler d'unité.

Par suite, une C. G. T. unitaire ne leur convient plus. Ce qu'ils veulent, c'est une C. G. T. communiste. Et les syndicats de masse ? Nous en parlerons tout à l'heure à propos des effectifs.

Il y a deux ans, les dirigeants de la C. G. T. U. pour faire du zèle, avaient introduit dans les statuts, sans le dire, la dictature du prolétariat.

Sur le conseil du bureau de l'I. S. R. — qui n'avait pas encore perdu toute raison — ils renoncèrent à cette « dictature du prolétariat » sur le papier, précisément parce qu'on estimait qu'en donnant une couleur trop visiblement communiste à la C.G.T.U., cela pouvait nuire au recrutement, sans aucun profit correspondant.

Cette année, on a mis du communisme partout. On l'a mis avec ostentation. On est allé jusqu'à amener Cachin au congrès, Cachin qui la dernière petite révolution de palais de l'Humanité venait de montrer devant tous, une fois de plus, pour ce qu'il est : une chiffre.

Le délégué de l'I. S. R. prononça un discours incohérent émaillé de grossièretés à l'adresse des minoritaires. Il trouva moyen d'ajouter aux sottises habituelles concernant la radicalisation, d'écrire que « la perspective de la grève générale, de l'insurrection armée en vue de la conquête du pouvoir s'ouvre devant le prolétariat ».

On proclama, en paroles et dans les textes, le « rôle dirigeant du Parti communiste ».

S'il est normal et naturel qu'un communiste considère son parti comme l'instrument essentiel de la classe ouvrière dans sa lutte pour sa libération et qu'il le dise, il est absurde de vouloir le faire dire à tout prix par une organisation syndicale qui ne comprend qu'une minorité de communistes.

Ou plutôt ce n'est pas absurde, c'est social-démocrate.

Avant la guerre, lors d'une tension diplomatique entre la France et l'Allemagne provoquée par les visées de l'impérialisme français sur le Maroc, le secrétaire de la C.G.T., Griffuelhes alla à Berlin pour proposer au secrétaire de la Centrale syndicale allemande une action commune contre la menace de guerre. Legien lui répondit qu'une telle affaire ne pouvait concerner l'organisation syndicale, qu'il fallait s'adresser au Parti socialiste.

Sur ce point encore, le « gauchisme » stalinien s'écarte de la méthode communiste, qui, sagement, n'a jamais demandé rien d'autre qu'une bonne liaison entre la C.G.T.U. et le Parti communiste.

De même en ce qui concerne les éléments à tendance réformiste qui peuvent se trouver dans la C. G. T. U.

Étant donné la nature même de l'organisation syndicale, il est tout à fait normal que de tels éléments se rencontrent dans les syndicats unitaires. Ce qu'il faut, c'est être capable de les entraîner dans l'action, les convaincre par des faits, les gagner à une vue plus juste. Les bavardages sur la « radicalisation », la fameuse « troisième période » les laissent complètement indifférents ou les enfoncent davantage dans leur réformisme. Ils présentent en outre le danger de pousser de bons éléments sur des positions fausses.

Les résultats de cette politique sont inscrits dans l'effectif de la C. G. T. U. De 1924 à 1927, est effectif demeura, avec de légères fluctuations, aux environs de 450.000 membres. En 1927, l'année du congrès de Bordeaux, il était à 452.000. En 1928, il tombe à 375.000 (les chiffres sont ceux de la direction de la C.G.T.U.).

Or, à Bordeaux, tous les efforts étaient tournés vers le syndicalisme de masse.

Le mot d'ordre était de doubler les effectifs et toute une série de mesures plus ou moins appropriées avait été approuvée.

Résultat : perte de 77.000 membres en un an.

Et il n'est pas téméraire d'affirmer que la dégringolade a continué au cours de cette année.

Grands discours « révolutionnaires » et bilan désastreux : cela juge une politique.

A un camarade qui vendait la *Vérité* aux abords du congrès, un délégué cria : « Dis plutôt le *Mensonge* ! » Que ce délégué se regarde lui-même, qu'il regarde les comptes rendus de son journal : il y trouvera des mensonges et des falsifications en tous genres. Nous nous bornons à signaler le plus caractéristique.

Nous avons raconté au précédent numéro l'incident Bourneton. Ce majoritaire forcené, pour rendre décisive son attaque contre la Ligue syndicaliste, ne craignit pas d'appeler Trotsky à la rescousse, à propos du conflit sino-russe, opposant les vues de Trotsky à celles de Louzon. Voici ce qu'on trouve là-dessus dans l'Humanité (18 septembre 1929) :

« Puis, faisant un parallèle entre les affirmations de Trotsky et des militants de la ligue, notre camarade montre qu'ils ont tous la même position contre-révolutionnaire de défense des impérialistes, contre la Russie soviétique, en lançant le mot d'ordre : « L'Est chinois aux Chinois ».

Un modèle de perfidie jésuitique.

PAROLES OUBLIÉES

Au point de vue syndical nous avons toujours cherché — et c'est une tradition bolchéviste — à maintenir l'unité syndicale. Nous partons de ce point de vue qu'un mouvement syndical unique ouvre un vaste champ à l'action communiste, mieux qu'un mouvement syndical morcelé, émietlé, brisé en fragments.

LOSOVSKY.

Rapport au VI^e Congrès des Syndicats de l'U.R.S.S. - 1924.

LES DIRIGEANTS CONFEDERAUX BATTUS AU CONGRES DE L'ALIMENTATION

Avant le Congrès confédéral, les dirigeants de la C.G.T.U. ont essayé un échec au congrès des ports et docks.

Après le congrès, ils ont dû en encaisser un autre. Par 38 voix contre 32, le congrès de l'alimentation s'est prononcé nettement contre leur politique d'aventure.

Au cours des débats, Poussif, délégué des boulangers de la Seine, examina la question des dangers de guerre.

Il dit à ce propos : « Aussi longtemps que la Russie restera révolutionnaire, les impérialismes hésiteront à se faire la guerre entre eux ».

C'est l'évidence même. La bourgeoisie n'est pas si bête et elle sait très bien qu'il lui faut d'abord liquider l'Union soviétique.

L'Humanité très gênée par cette déclaration qui pose exactement la question se livre à toutes sortes d'exercices pour s'efforcer d'en atténuer l'effet. Poussif est qualifié de « négateur de l'aggravation des antagonismes impérialistes ». Il est à la fois mais et subtil.

Il est détaché des grandes masses et, suprême argument, il a été exclu du Parti.

C'est l'aveu que l'argument a porté.

Somnolence genevoise à la C. G. T.

Le Congrès de la C.G.T. n'a pas démenti les prévisions générales que nous faisons il y a quinze jours. Il a été une confirmation, presque unanime, du programme et de l'action réformistes. Les résultats du vote sur le rapport moral expriment bien en cela l'aspect du congrès, le rapport des forces en présence : une majorité écrasante, une minorité insignifiante. Comparé au congrès de Bullier : progression nette de la majorité (1927 : 1.873 syndicats ; 1929 : 2.037), régression nette de la minorité (1927 : 57 ; 1929 : 21). La prépondérance de la majorité s'affirma tellement qu'elle en écourta et étouffa la discussion sur le rapport moral, que Jouhaux ne dirigea pas sa réponse contre les critiques adressées au bureau confédéral, mais en fit une affirmation de plus de l'orientation réformiste.

Ce qui d'ailleurs retirait toute utilité à son discours.

En effet il apparaissait nettement — et c'est là sans doute la véritable caractéristique du congrès — qu'il ne pouvait pas venir à l'idée de la majorité des délégués qu'une autre tactique que celle de la collaboration de classe pût leur être proposée, tant elle les empoignait tous. Elle semble être devenue pour eux actuellement un principe fondamental, sur lequel il ne peut y avoir de désaccord, encore moins d'opposition.

Ce discours ne leur apportait donc rien de bien neuf. Les tâches qu'il leur demandait de réaliser découlaient naturellement de toute leur activité syndicale passée d'intégration dans l'Etat bourgeois ; de même que les moyens de le faire (« participation des organisations ouvrières partout où se discutent les intérêts ouvriers », etc.) ; quant à l'action ouvrière, c'est à peine s'il était question d'y faire appel pour la légalisation de cette intégration.

Aussi plutôt que d'étudier le discours de Jouhaux, qui n'était que l'interprétation exacte des pensées de la majeure partie des congressistes, essayons de rendre compte des diverses manifestations d'opposition.

L'attaque la plus importante fut celle du secrétaire de la fédération de la chapellerie, Milan. Il est venu défendre, avec beaucoup, avec trop de réticence, il est vrai, la motion de son congrès fédéral qui, malgré sa faiblesse, concluait cependant : « Le XXI^e Congrès fédéral de la chapellerie considère comme étant contraire à l'esprit et nuisible au développement du syndicalisme de « réalisation réformiste » et de « dynamisme révolutionnaire » qui est le nôtre que les militants au service de la C.G.T. assument la responsabilité de mandats gouvernementaux spécifiquement politiques. »

L'intervention de Milan basée sur la crainte qu'il a que la C.G.T., amputée qu'elle est à gauche, ne penche trop à droite, et bien qu'épaulée par cette motion, ne fut pas suffisamment liée à toute la ligne politique de la C. G. T., car si un mandat peut de nouveau être offert à un militant de la confédération, c'est eu égard à cette ligne. Et l'on doit regretter que des orateurs, qui sont revenus sur cette intervention, aucun ne l'ait développée vers une lutte décidée, vers sa transformation en plate-forme politique sérieuse contre toute l'orientation de la C.G.T.

Cette faute incombe plus à Milan qu'à ceux qui lui ont succédé. Ses réserves n'ont pas permis l'explication nécessaire, inévitable, explication dont il pouvait seul donner les motifs. Comme craignant la réaction du congrès, au lieu de la désirer, de la susciter, il a préféré les faire connaître au C.C.N., là où ils ne pouvaient pas porter. L'attaque plus décisive de

DISCUSSIONS

La « Vérité » et le regroupement de l'opposition

Liochon n'y pouvait pas appuyer. Et Jouhaux ne s'y est pas trompé, qui leur a répondu, fort de l'approbation qu'il avait reçue du congrès : « En ce qui concerne Genève, j'y étais hier et je suis prêt à y retourner demain. Que le C.G.N. se prononce nettement afin qu'aucun doute ne subsiste sur notre proposition. » La possibilité d'un mandat gouvernemental à Genève existe donc ; l'opposition contre un tel mandat devra se grouper et travailler résolument.

Les autres critiques, peu nombreuses et écourtées, — il y eut en tout une quinzaine d'interventions sur le rapport moral et, dès le troisième orateur, le temps de parole fut limité à un quart d'heure, — furent le fait d'une minorité hétérogène, qui ne s'était pas consultée. Aussi furent-elles faites sans liaison entre elles, sans liaison, — sur la base d'une critique sérieuse d'un point déterminé — avec la critique de toute l'activité confédérale. Il en ressort avant tout une tendance à un retour au syndicalisme d'avant-guerre, dont les méthodes ont été données comme les meilleures solutions à la crise actuelle du mouvement syndical. Nous ne pouvons entièrement y souscrire ; depuis, trop d'événements — la guerre, la révolution russe, la scission — se sont passés, qui nécessitent, au lieu d'un retour pur et simple à la tactique d'avant-guerre, l'adaptation de celle-ci aux conditions nouvelles. Mais c'est une question qu'il nous faudra étudier plus longuement.

La motion d'unité syndicale des correcteurs de Paris, mal servie par le congrès de la C.G.T.U., fut accueillie sans réaction, tout le congrès attendant, avec Jouhaux, la désagrégation de la C.G.T.U. et la rentrée de ses adhérents sans garanties.

Il y a toutefois, pour les quelques syndicats minoritaires, d'utiles leçons à tirer de ce congrès.

Ils ne doivent pas, à l'avenir, pouvoir être compris dans les critiques d'inactivité que Jouhaux a — pour pallier celle des dirigeants de la C.G.T. — adressées à l'ensemble des syndicats, ils doivent s'atteler à la défense des intérêts ouvriers, prouver que l'action directe des ouvriers est le moyen le meilleur de les réaliser et que le front unique en est la condition ; ils doivent être pour les autres syndicats des exemples d'activité syndicale, d'activité réalisatrice.

Ils doivent prendre nettement position sur tous les grands problèmes : au lieu d'être à la remorque des événements et des ouvriers, ils doivent être à leur tête ; il leur faut prévoir et résoudre les premiers ; guider et entraîner les autres. Au lieu d'une position hésitante, ils doivent avoir une position claire, la faire comprendre et adopter à d'autres syndicats.

Ils doivent, avoir enfin une gestion administrative irréprochable, assurer toutes leurs obligations fédérales et confédérales.

Vis-à-vis de la C.G.T.U., ils ne doivent pas se tourner uniquement vers sa minorité. Ce n'est pas en participant à sa lutte de tendance — que certains voudraient exploiter pour l'entraîner dans la C.G.T. — qu'ils pourraient tirer parti des méthodes de combat révolutionnaires de la C.G.T.U., mais en la considérant — avec le seul droit de critiquer ses erreurs que leur confèrera leur travail dans leur propre C.G.T. — comme représentant tout entière le syndicalisme révolutionnaire.

Les événements, qui ne manqueront pas de se produire au cours des deux années qui nous séparent du prochain congrès, donneront aux syndicats minoritaires des occasions de mettre en pratique ces conseils tirés de l'expérience passée. A travers tous les problèmes qui se présenteront et auxquels ils donneront des solutions, à travers toute leur activité syndicale — qui donneront toute leur valeur à leurs critiques — ils devront préparer la plate-forme politique qui devra être opposée à l'orientation réformiste de la C.G.T. et sur laquelle la minorité devra s'unir au prochain congrès. — R. R.

LA VERITE
paraît tous les vendredis

Voici la première lettre que nous avons reçue :

Oppositionnel depuis 1923, exclu du Parti en 1926 et du Syndicat unitaire en 1925, j'ai toujours participé à l'action de l'opposition jusqu'à la scission de l'opposition première. Je suis aujourd'hui d'accord avec les camarades qui tentent de regrouper au-dessus des tendances les différentes forces oppositionnelles — mais pas d'accord avec les initiateurs de ce mouvement qui fait du trotskysme un nouveau bréviaire.

Je crois que votre entreprise ne pourra aboutir qu'à la condition justement que cesse ce sectarisme étroit.

L'influence nulle des oppositions en France vient de là.

Il faut rechercher ce qui peut « unir » tous les communistes et non ce qui les divise, et ériger en bréviaire toutes les opinions de Trotsky c'est aller à l'encontre du but poursuivi, à moins que, justement, votre but soit celui-ci, ce que je ne crois pas.

Nous avons une indigestion de « monolithisme », ne nous le servez pas à une nouvelle sauce !

Très bien, votre « tribune libre ». Faites-la aussi large que possible, sans vous soucier des journalistes professionnels et autres intellectuels loupés !

Ce n'est pas une plate-forme politique qui nous manque, ni celle de Trotsky, ni celle de Paz, ni celle de Souvarine ! Non — ce qui manque c'est une tribune et un groupement où les membres ne se jeteront pas continuellement à la face les accusations de traîtres ou de petits bourgeois, et où l'on se réunira pour lutter contre la réaction capitaliste en France comme en Russie. C'est un groupement et une tribune habitables pour tous les communistes révolutionnaires sincères.

Nombreux sont ceux qui actuellement hors de l'U.C. croient à la nécessité de l'action politique, de l'unité syndicale, de la démocratie vraie au sein des organisations révolutionnaires, à la non-défense de l'Etat bourgeois, à la non-collaboration de classe, à la lutte pour l'émancipation totale des travailleurs de toutes couleurs.

C'est le terrain fécond où vous pouvez travailler et réussir.

Mais au diable les catéchismes ! Il est, je le sais, des problèmes importants où la discussion doit s'ouvrir immédiatement ; par exemple sur l'appui au gouvernement des Soviets contre la Chine. Mais là encore, là surtout, une discussion large est indispensable.

Je crois nettement que l'accord se fera sur ce point précis.

Mais au-dessus de tout cela et tout de suite, une action s'impose pour obtenir de Staline la libération de tous les prisonniers politiques révolutionnaires !

La libération, mais aussi le droit de vivre et de critiquer.

C'est peut-être simpliste, mais c'est cela qui doit tout de suite réaliser le regroupement de tous les vrais révolutionnaires depuis A jusqu'à Z.

Les dialecticiens, les orthodoxes de toutes les chapelles auront tout le temps de nous faire entre-disputer après la libération des ouvriers déportés ou emprisonnés.

Fraternellement,

Georges LEROY.

Je ne comprends pas pourquoi Georges Leroy part en guerre avec tant d'ardeur, à notre propos, contre le « trotskysme » et contre le danger hypothétique d'un bréviaire trotskyste. Il nous connaît et, si je me souviens bien, lors des premières exclusions, en 1924, il nous reprocha de ne pas être assez trotskystes, c'est-à-dire de ne pas nous identifier assez complètement avec l'opposition russe à sa formation contre Zinoviev et son équipe française de « bolchévisateurs ».

Mais c'est là une vieille histoire et bien des choses ont changé depuis 1924. Aujourd'hui, quand on parle de « trotskysme » on sait fort bien qu'on ne fait que porter de l'eau au moulin de Staline, lequel a imaginé un « trotskysme » pour les besoins de sa politique et a muni les dirigeants des sections de l'U. C. d'un bréviaire parce qu'il est incapable de faire autre chose. Se méfier de Trotsky et de l'opposition russe à cause des méthodes stalinienne est tout de même exagéré car qui les a combattues — non sans risques — si ce n'est Trotsky et l'opposition ?

Leroy propose une action précise. Mais il faut voir les conditions de toute action et la première c'est de disposer d'une certaine force. Staline, comme ses représentants français, ne nous entendra que lorsque nous pourrions parler avec force et insistance. Nous offrons, à cette fin, quelque chose de précis : c'est notre hebdomadaire. Si on croit qu'il y a un moyen meilleur, qu'on le dise. Sinon, il faut nous aider au lieu d'évoquer des dangers imaginaires.

D'une longue lettre que nous adresse un autre camarade parisien, P. Mader, nous extrayons les passages essentiels :

La lecture, relativement récente, de votre organe la Vérité m'incite à vous adresser les quelques lignes suivantes :

Vous constatez la crise du mouvement ouvrier français ; vous déplorez le morcellement de ce que l'on appelle l'opposition et vous vous proposez comme tâche immédiate d'en regrouper les éléments dispersés.

C'est bien ; et je suis complètement d'accord avec vous sur ce point. Cependant, s'il est vrai que le besoin d'une « cure de vérité » se fait sentir, il faudrait aller jusqu'au bout dans cette voie et analyser les causes de ce morcellement, de l'éparpillement des éléments sains du mouvement français. Il faudrait expliquer pourquoi, en Belgique par exemple, « on peut dire que l'opposition forme déjà le vrai parti », alors qu'en France « les éléments et les groupes d'opposition... n'ont pu constituer encore une force capable de se mettre en travers des sottises des dirigeants du Parti et de faire œuvre constructive ».

Je suis convaincu que les responsables de ce déplorable état de choses sont les chefs de l'opposition elle-même. J'ai, d'ailleurs, vu pas mal de mes amis passer successivement de l'un à l'autre de ces groupes jusqu'au jour où, lassés de ce désordre, ils ont abandonné toute activité pour se consacrer soit à leur culture personnelle, soit aux intérêts de leur famille. Ce sont des camarades qu'on a laissés partir, et l'on aura maintenant toutes les peines du monde pour les décider à reprendre place dans les rangs révolutionnaires.

Il y a quelques mois, j'écrivais à la Révolution Proletarienne, à propos des « personnalités » néfastes au mouvement ouvrier et de la nouvelle « féodalité » qui sévit : « Chacun vit dans son fief et ne s'occupe que d'une chose : jouer un bon tour au copain d'en face. » Je n'ai pas changé d'avis et je persiste à croire que les dites « personnalités », imbuës d'un amour-propre exagéré, sont la cause des difficultés où nous nous débattons aujourd'hui ; car, je le répète, aucune divergence primordiale ne peut empêcher ces camarades de se lier à un travail commun. Il faut croire que le redressement du mouvement français les laisse indifférents et qu'ils se contentent des applaudissements du petit cercle de leurs amis et connaissances.

Je suis donc d'accord avec vous si vous voulez vraiment ouvrir à ce redressement. Mais, camarades, si, comme vous semblez en avoir l'intention, vous vous contentez de

faire paraître un organe plus ou moins hebdomadaire, vous n'aurez réussi, en fait, qu'à constituer une secte de plus, une secte aussi néfaste que les autres.

Il faut que votre activité dépasse les cadres de votre feuille. Je propose la formation d'un groupement (quelque chose comme un comité de la III^e adapté aux circonstances), ayant pour mot d'ordre la réalisation de l'unité révolutionnaire et organisant des réunions publiques où les « personnalités » dont je parlais tout à l'heure seraient invitées à venir exposer les raisons de leur refus à toute collaboration. Ce sont des explications formelles qu'il faudrait ! Les demi-mesures et les ergotages continus nous ont conduits au pétrin actuel.

Je connais bien les conditions dans lesquelles s'est formée et développée l'opposition belge car je n'ai cessé d'être en rapports avec elle. Le secret de sa situation favorable c'est qu'elle a formé tout de suite un bloc solide, qu'elle a eu son journal, qu'elle ne s'est pas bornée à des discussions académiques en vase clos mais qu'elle s'est toujours préoccupée de rester en contact avec les ouvriers et d'étendre son rayonnement parmi eux. Toute étroitesse de secte ou de clan s'est trouvée ainsi éliminée. Précisément parce qu'ils ont le sens de l'action, nos camarades belges ont répondu sans hésiter à notre appel et ils nous ont donné un appui qui reste encore un modèle pour nos camarades de la province française, plus lents à se mettre en route.

En France, la situation est autre, nous ne le savons que trop. Il y a des difficultés de toutes sortes que jusqu'à présent on n'a pas réussi à surmonter. Nous proposons une solution et nous sommes persuadés qu'il n'y en a pas d'autres. Bien sûr que si nous ne songions qu'à créer une secte de plus nous ne serions pas intéressants. Mais nous avons dit très nettement que ce n'était justement pas ce que nous voulions faire et chacun a déjà la possibilité de s'en convaincre. Il y a une place pour tout com' un site d'opposition auprès de nous. Des désaccords peuvent subsister mais la discussion même ne peut qu'être profitable à l'opposition.

Le camarade Mader soumet diverses propositions qui méritent d'être examinées, bien qu'en ce qui concerne la dernière je me demande si elle est susceptible de donner les résultats qu'il en espère.

Voici maintenant une lettre d'une amie de Limoges qui a travaillé activement à la *Vérité* publiée là-bas l'hiver dernier. Elle débute ainsi :

Les camarades attendent avec impatience la nouvelle Vérité. Ils mettent pas mal d'espoirs en elle et seraient, je crois, bien disposés à faire des efforts en sa faveur.

Quand on a vu que notre *Vérité* n'allait pas grouper tout de suite toutes les oppositions, on a été déçu et un peu inquiet.

Or, maintenant, il m'apparaît que cette tentative va se faire sur une base bien restreinte. Pourquoi « Groupe de l'opposition de gauche » et pas groupe de toute l'opposition ? Aurions-nous donc de trop de toutes les forces révolutionnaires pour essayer de créer un mouvement fort et sain ? Car, au risque de vous apparaître comme une «ultra-gauche opportuniste (une contre-révolutionnaire, diraient nos « orthodoxes » !), j'estime que dans la fraction dite « de droite » il y a de bons révolutionnaires. Leur point de vue plus réaliste sur certaines questions m'apparaît même parfois tout à fait judicieux.

Nous ne pensons pas, nous, qu'il existe actuellement une situation révolutionnaire, mais il y a tout de même un prolétariat qui attend. Il attend quelque chose de mieux que ce qui existe. Il en a assez de toutes ces luttes byzantines. Est-ce une impression ? Je crains que ce que l'on essaie de tenter ne vaille pas mieux que ce qui a été fait jusqu'alors.

Je vous fais part de toutes mes appréhensions sans arrière-pensée. Ne m'en veuillez pas; voyez plutôt là une preuve de la confiance que j'ai en vous.

Bon courage et bonne réussite pour l'action que vous tentez. J'ose espérer que nous

pourrons vous donner notre concours sans réserve. En tout cas, vous pouvez être assurés que nous vous dirons toujours franchement ce que nous pensons.

Nous avons dit dans notre premier numéro qu'il n'a pas dépendu de nous que le regroupement ne fût plus large dès le départ. Mais ! n'est pas juste de dire que nous tentons de le faire sur une base étroite ni de craindre que nous formions une nouvelle secte ou soyons animés d'un esprit sectaire et que nous allons consacrer le plus clair de notre temps à batailler avec les autres groupes. Nos amis peuvent être là-dessus pleinement rassurés. Nous discuterons sur des idées et uniquement là-dessus.

Il y a de bons camarades dans la « droite » ? Nous le pensons aussi, surtout en France où la cristallisation des groupes d'opposition ne s'est pas faite essentiellement d'après des conceptions politiques. C'est précisément pourquoi nous pensons qu'un regroupement est possible et nécessaire. De plus le zigzag stalinien, avec l'allure putschiste qu'il revêt dans ses coups de barre à gauche, a pour conséquence de pousser vers la droite des éléments sérieux qu'une saine politique aiderait à se maintenir dans une position juste.

Qu'on nous dise toujours ce que l'on pense, voilà précisément ce que nous attendons de nos correspondants.

Nos premiers numéros apportent les éléments d'une discussion sur des points précis. Cette discussion menée franchement et sans arrière-pensée aidera à dissiper les malentendus qui peuvent subsister et par là elle conduira au rassemblement de tous les éléments sérieux de l'opposition, ce qui est et sera toujours notre but. La tâche est difficile. Il faut nous aider :

NOTRE BIBLIOTHEQUE

Dans la « Vie du journal » de notre premier numéro, nous avons annoncé la création d'une bibliothèque. Précisons notre pensée à ce sujet.

Dans quel esprit la concevons-nous ? Nous pensons qu'il est du plus grand et du plus pressant intérêt pour les ouvriers révolutionnaires parisiens d'avoir une bibliothèque où ils puissent trouver tous les principaux livres traitant du mouvement ouvrier, où ils soient chez eux et à laquelle ils soient attachés. Nous voulons donc que notre bibliothèque soit vivante, qu'elle soit un foyer où l'on vienne étudier, discuter dans une atmosphère de bonne camaraderie. Pour cela elle sera ouverte à tous les ouvriers révolutionnaires, quelles que soient la position qu'ils aient, la tendance à laquelle ils appartiennent.

Dans quelles conditions fonctionnera-t-elle ? Lecture sur place pour les revues ; prêt, d'un mois au plus, pour les livres, sur la base du fonds actuel. Ce dernier a été constitué par le don généreux de leur bibliothèque que nous ont fait deux camarades. Accroître ce fonds, nous aider à le faire, ce doit être l'œuvre commune de tous les camarades qui désirent participer à notre bibliothèque. C'est cette tâche qui les attachera à elle, et par elle au mouvement ouvrier. Comment le feront-ils ? Les abonnés de la *Vérité* y participeront par le fait même de s'abonner, car notre journal abandonnera une partie du prix de l'abonnement à la bibliothèque. Pour ceux qui ne seront pas abonnés nous leur demanderons une contribution annuelle égale au prix d'un livre ordinaire.

Les Livres

LA POLITIQUE DE L'INDUSTRIE, par lord Melchett. (Grasset, édit.)

Actuellement les éditeurs français sont paraitre beaucoup d'ouvrages sur les questions industrielles, dont la plupart sont traduits de l'anglais. La librairie Grasset vient de publier un livre où l'on vante les recettes « fordistes ».

Lord Melchett, dont le nom d'origine, sir Alfred Mond, est bien connu des ouvriers depuis les fameuses conférences entre industriels et trade-unionistes, tente de justifier ses vues politiques et économiques dans ce petit livre. Il montre clairement qu'on peut être un potentat de l'industrie, le grand maître du trust des produits chimiques, sans pour cela comprendre quoi que ce soit à la dynamique des faits économiques et sociaux.

Son livre est une extraordinaire salade de vues pseudo-théoriques et de conseils pratiques. La « théorie » qui prétend systématiser les déductions pratiques ne relève que du burlesque. Ainsi, dit-il, « employeurs, salariés, patrons, sont des termes que les conditions industrielles modernes ont rendus périmés » (sic). Il salue « la grande famille » des actionnaires et des ouvriers. Il pousse le socialisme avec des arguments dont la nouveauté remonte à un siècle.

Comment le socialisme serait-il possible, d'après lui, puisque les hommes naissent inégaux en force et esprit ! Que l'estomac d'un chômeur nécessite autant d'aliments que celui de lord Melchett, c'est une conception que notre auteur est bien incapable de s'assimiler.

Puis ce sont des railleries sur « l'étatisme » qui rappellent au lecteur français les attaques de M. Billiet aux temps lointains du Cartel des gauches. Tout le reste est à l'avenant.

Les vues pratiques de l'auteur vont-elles nous rappeler que la bourgeoisie anglaise, incapable de concevoir des perspectives théoriques, possède toujours le solide empirisme qui fit son succès au siècle dernier ? Nous ne le pensons pas.

Son grand plan de « lutte » contre le chômage consisterait à allouer 75 % des indemnités non aux ouvriers affamés, mais aux patrons pour développer leurs entreprises. Le résultat certain en serait non la diminution, mais l'augmentation du chômage par l'augmentation de la surproduction. L'idée fixe du noble lord, c'est la rationalisation, l'abaissement des prix de revient, la diminution des salaires. Il y aurait, certes, un dur moment à passer, mais après la reconquête des marchés nous entrions dans un paradis économique, après duquel les « atopies socialistes » ne seraient qu'une pauvre chose. Voilà le rêve de lord Melchett.

Où trouverait-on ces fameux marchés ? Dans l'Empire, répond-il sans hésiter, dans l'Empire entouré d'un cordon douanier et s'opposant d'une part au bloc américain; d'autre part au chaos de l'Europe divisée. Il donne des statistiques impressionnantes de la puissance économique de l'Empire.

Tout ce bluff ne peut masquer les contradictions qui rendent ce projet insoutenable. Il ne peut faire oublier que le textile hindou a causé la mort du textile britannique, que les produits agricoles des Dominions transforment en désert les champs de la vieille Angleterre !

Voilà le seul espoir de salut de la bourgeoisie anglaise et voilà aussi ce à quoi s'accrochent les chefs trade-unionistes, les participants aux conférences Mond-Turner. Les Turner, Ben Tillet, Bevin et consorts jouent leurs rôles de chiens couchants, répétant dans la classe ouvrière le nouvel évangile de lord Melchett. Sans ces misérables caniches, lord Melchett ne serait que le porte parole d'une classe aux abois, économiquement et intellectuellement. — P. S.

Le Gérant : P. FRANK.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855 Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-12^e 73-261